

GUELMA

Arrestation de 3 cambrioleurs et d'un receleur

Un homme âgé de 25 ans, originaire de Bordj-Sabath, dans la daïra de Oued Zenati, a été coincé par les enquêteurs de la police judiciaire de la Sûreté de la daïra de Oued Zenati.

Accusé de recel de vol en bande organisée, il a été placé en détention provisoire, a rapporté hier le communiqué de la Sûreté de wilaya. Il est également poursuivi pour trafic de stupéfiants. Au moment de son arrestation, il était en possession de comprimés psychotropes et de plaquettes de kif traité.

En tout, quatre personnes seront jugées pour un vol dans le domicile d'un octogénaire à la cité Mechita-Belgacem à Hammam Debagh, à une quinzaine de kilomètres de Guelma, ayant causé un grand préjudice, dont le vol d'un fusil de chasse que détenait le receleur au moment de son interpellation. Les trois cambrioleurs, revendeurs, âgés entre 18 et 21 ans et originaires de cette localité, ont été présentés au magistrat instructeur près le tribunal de Guelma et deux d'entre eux ont été écroués. Ils sont poursuivis pour cambriolage en bande organisée.

N. Guergour

TIZI-OUZOU

Le paiement au maximum de la cotisation à la Casnos fait polémique

La mise en conformité du système déclaratif des cotisations aux dispositions du décret exécutif n°15-289 du 14 novembre 2015 relatif à la Sécurité sociale des personnes non-salariées exerçant une activité pour leur propre compte fait polémique à Tizi-Ouzou.

La cause est la mise en place du système déclaratif d'assiette de cotisation plafonné au maximum. Un plafonnement jugé excessif par l'ensemble des professionnels assujettis à ce régime, à savoir les avocats, les médecins et les commerçants ainsi que l'ensemble des professions libérales qui s'élèvent contre les nouvelles dispositions réglementaires qu'ils disent contraignantes, se disant même discriminés par la direction locale de la Casnos à qui ils reprochent de les soumettre à un régime

différent, appliqué aux cotisants des autres wilayas. Avant-hier, mardi, le DG de la Casnos, Achiq Chaouki Youcef était à Tizi-Ouzou où il a rencontré les commerçants pour dissiper «les incompréhensions», dira-t-il.

Après un laiûs sur les vertus du système de sécurité sociale et du devoir de solidarité qui est le principe de base de tout système de sécurité sociale que doivent s'imposer tous les cotisants, le DG de la Casnos expliquera les avantages du système déclaratif au maximum au terme

duquel il doit, s'acquitter de la somme de 64 800 DA au lieu des 32 400 payables sur la base du système déclaratif au minimum. Le recours à ce dernier choix «nous fait sortir de la réglementation et de la logique de solidarité», plaidera A. Chaouki Youcef qui expliquera à ses interlocuteurs que le plafonnement de leur cotisations au tarif maximum est avantageux ; en plus du bénéfice que ce dispositif générera, en toutes circonstances, au profit de leurs ayant droits, il permet d'améliorer le niveau de cotisation à la retraite des assurés sociaux, selon le DG de la Casnos qui écartera tout soupçon de disparité dans l'application de ce système entre les assujettis des autres wilayas. «Les dispositions réglementaires sont applicables à tous les assurés sociaux, partout et sans

distinctions», dira-t-il dans un point de presse.

Réagissant aux protestations des commerçants qui disent préférer le paiement au minimum, le premier responsable mettra ces derniers devant leurs responsabilités. «Ce n'est pas admissible de s'acquitter d'une cotisation inférieure à celle d'une salarié ou d'une femme qui exerce un emploi à domicile», expliquera A. Chaouki Youcef dont le discours conciliant et basé sur la morale ne semble pas avoir été entendu par son auditoire en face de qui il brandit le recours à la coercition et au contrôle systématique pour vérifier la véracité des revenus de chacun. «Des prérogatives dévolues par la loi», assènera le DG de la Casnos.

S. A. M.

ORAN

Regroupement régional des structures de la Cnas

Le regroupement régional qui s'est tenu hier à Oran à l'initiative de la Cnas, a porté sur l'amélioration de la prise en charge des malades insuffisants rénaux en Algérie.

Une amélioration qui passe par l'introduction d'un nouveau médicament, comme expliqué par le professeur Hadoum de l'hôpital Mustapha-Pacha, mais aussi par le DG de la Cnas présent à cette rencontre.

Ce dernier, devant les médecins et directeurs des centres de dialyse conventionnés, évoquera, par les chiffres, dans son introduction le coût de la prise en charge des insuffisants rénaux, une prise en charge à 100%,

qui revient annuellement en dépense d'hémodialyses à 8 milliards DA. Ce sont 9 252 malades qui sont pris en charge par la Cnas alors que chaque malade doit réaliser annuellement une moyenne de 156 séances de dialyse. Ce sont encore 152 centres d'hémodialyse qui sont conventionnés avec la Cnas. Sur cette introduction d'un nouveau médicament, le DG de la Cnas s'en expliquera lors d'un point de presse donné en marge

de la rencontre : «Ce médicament permet d'éviter des complications médicales aux insuffisants rénaux, comme les complications cardiaques et cardiovasculaires qui sont provoquées par l'hyper-phosphorémie.»

Les complications, expliquera encore le DG, priveraient les malades du bénéfice d'une greffe alors que la dialyse ne devrait être la solution que momentanément «la dialyse n'est qu'un traitement symptomatique, l'orientation de la Cnas, c'est de préparer le malade à la greffe. On ne peut pas rester que sur la dialyse, et pour cela, il faut éviter les

complications», ajoutera l'intervenant. Ledit médicament en question, qui est importé, coûtait 22 000 DA et était disponible depuis 2011 pour les malades suivis au niveau des Etablissements de santé publics.

Avec son introduction au niveau des centres privés, le coût du médicament a été ramené à 9 000 DA par mois. Lors de son entretien avec des journalistes, le DG de la Cnas dira encore que la Caisse octroie chaque année 65 milliards DA aux hôpitaux dans le cadre de la prise en charge des malades.

Quant au médicament dont il a été question, il ne coûtera rien aux malades puisqu'il est remboursé à 100% dans le cadre du tiers payant. Néanmoins le professeur Hadoum mettra en garde les médecins en disant que la norme de sa prescription ne devrait pas dépasser les 15% dans l'année.

Fayçal Moulay

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

La criminalité en hausse

La criminalité, sous toutes ses formes, est en hausse à Bordj-Bou-Arréridj, c'est ce qu'indiquent les statistiques qui ont été remises aux journalistes locaux lors d'un point de presse tenu par le commandant chargé de la communication de la gendarmerie.

La rencontre s'est déroulée au siège du Groupement de gendarmerie à 9h le 14 du mois en cours.

Malgré la performance et la vigilance de la gendarmerie dans la lutte contre la criminalité, à savoir : actes de vandalisme, cambriolage, vol de voitures, fausse monnaie, trafic de drogue, blessures volontaires, conduites en état d'ivresse, viols sur mineurs, au premier trimestre 2016, il y a tout de même eu 317 affaires délictueuses dont 13 criminelles, 206 infractions pénales et 111 infractions

mineures donnant lieu à des amendes, soit +38% en hausse par rapport au premier trimestre 2015.

Les élucidations de vols, cambriolages, trafic de stupéfiants, psychotropes, fausse monnaie etc., ont été réalisées à 85% (rapport entre les faits élucidés et les faits constatés).

Sur le plan des infractions routières, la gendarmerie a enregistré, au 1^{er} trimestre 2016, 13 983 infractions au code de la route, ce qui se traduit par 43 infractions pénales relevant de la correctionnelle, par jour, et 111

infractions au code de la route par jour. Globalement, il y a eu 2 649 infractions en plus par rapport au 1^{er} trimestre 2015. En effet, les causes principales des accidents de la route sont le facteur humain : les négligences des règles élémentaires de conduite ont engendré 62 accidents soit un taux à la hausse de +91,17% par rapport au 1^{er} trimestre 2015, au non-respect du code de la route, 62 accidents. Pour mauvais état des routes, il y a eu 3 accidents, soit une hausse de l'ordre de 04,41%. Aussi, il est à signaler que le nombre de décès des suites d'accidents de la route durant le premier trimestre de l'année en cours est de 19, soit 3 décès de plus par rapport au premier trimestre 2015. La délinquance a un coût fara-

mineux pour la société, il appartient aux citoyens de s'impliquer davantage dans la lutte contre la criminalité en appelant le numéro de téléphone de la gendarmerie le 10.15, pour signaler les actes condamnables par la loi et briser, de facto, le cercle vicieux qui fait obstacle à la quiétude de la société. Le commandant de la gendarmerie chargé de la communication souhaiterait que les citoyens soient solidaires avec les forces de l'ordre en appelant le Numéro Vert. Ça sera aussi une façon de rompre avec la répartition traditionnelle des rôles entre acteurs qui sépare, d'un côté les forces de l'ordre public et de l'autre, les citoyens, car la lutte contre la délinquance est l'affaire de tous.

Layachi Salah-Eddine

BÉJAÏA

La RN 12 fermée par des manifestants

Pour la deuxième journée consécutive, le chef-lieu de la wilaya de Béjaïa est « interdit » d'accès par la population de Oued Ghir, qui a procédé cette fois au durcissement de leur mouvement, né de la décharge publique locale.

Les jeunes de cette localité ont pris d'assaut la RN 12 très tôt dans la matinée vers 4h pour obstruer l'importante route nationale.

Des milliers d'automobilistes ont été pris au piège d'un indescriptible désordre dont certains ont carrément lancé des signaux de détresse à leurs familles par le biais du téléphone.

«Croyez-moi que je suis sorti de Sidi Aïch à 4h30 du matin et je me retrouve coincé entre des dizaines de camions et autres véhicules dans un

village près de Toudja, personne ne sait quoi faire, après 4 heures d'embouteillage, on a carrément éteint les

moteurs et tout le monde est dehors, livré à lui-même», nous dira l'hadj Attoumi, un commerçant exerçant à l'aéroport Soummam Abane-Ramdane de Béjaïa qui nous a joint par téléphone d'un ton exacerbé. Une réunion du conseil de sécurité de la wilaya de Béjaïa s'est tenue, hier, sous l'autorité du wali a appris Le Soir d'Algérie, sans

toutefois trouver une solution à l'épineux problème du CET de Oued Ghir. Les citoyens de cette commune signent et persistent à occuper cet axe routier tous les jours, et ce, jusqu'à satisfaction de leur unique revendication, à savoir la fermeture définitive du CET érigé sur les hauteurs de leurs villages respectifs.

Kamel Gaci

TIARET

Un homme se suicide par pendaison

Un homme âgé de 50 ans et répondant aux initiales de B. A. s'est donné la mort par pendaison, hier, dans son domicile situé à la cité les frères Guitoun, ex-la CIA de Tiaret. La nouvelle s'est répandue telle une traînée de poudre pour susciter

une vive consternation parmi le voisinage. En attendant les résultats de l'enquête ouverte par la police judiciaire, la victime aurait mis fin à ses jours en raison des problèmes auxquels elle était confrontée depuis quelque temps.

M. B.

SIDI-BEL-ABBÈS

Du kif et de la cocaïne découverts dans un véhicule abandonné sur l'autoroute Est-Ouest

Les éléments de la gendarmerie de la localité de Hassi-Zahana, qui patrouillaient sur l'autoroute Est-Ouest, ont intercepté, pas loin de ce village, un véhicule du genre Renault Scénic, bourré de kif et de cocaïne, abandonné sur cette voie importante en matière de trafic routier.

Selon nos sources, les gendarmes ont repéré le véhicule immobilisé sur l'autoroute et aucune présence ni à l'intérieur ni à proximité. Prenant les précautions d'usage, les gendarmes ont ouvert le véhicule et quelle ne fut leur surprise en découvrant de nombreuses plaquettes de kif traité d'un poids de 44 kg.

Poursuivant leur recherche, ils ont aussi trouvé 200 grammes de poudre blanche qui s'est avérée être de la cocaïne. Vraisemblablement, les narcotrafiquants ont pressenti la présence de la gendarmerie et ont préféré abandonner véhicule et drogue.

L'enquête suit son cours pour remonter à ces derniers et déboucher les trafiquants.

A. M.